

# Point éco

## La structuration de la filière palme en Asie du Sud-Est et le rôle des petits exploitants

Les petits exploitants occupent une place centrale dans la production de palme en Asie du Sud-Est (40% des palmeraies et 30% de la production de régimes de palme). Beaucoup d'entre eux sont des petits producteurs intégrés de facto à une chaîne de valeur de grands opérateurs et de plantations commerciales. Seule une part résiduelle de la production d'huile de palme en Asie du Sud Est (4%) est le fait de petits exploitants indépendants acheminant leur palme dans un moulin indépendant.

### Contexte et enjeux

L'Union européenne encadre les incorporations en biocarburants de matières premières à «haut risque CASI (changement d'affectation des sols indirect)» - parmi lesquelles le palme - et vise leur interdiction à horizon 2030. Plusieurs Etats - à commencer par la France - ont renforcé ces obligations pour lutter contre la déforestation importée en plafonnant ou interdisant le recours au palme en biodiesel. Mais la réglementation CASI prévoit plusieurs exemptions à ce *palm ban* à horizon 2030 et en particulier pour les productions issues de « petits exploitants »<sup>1</sup>. Or, les principaux Etats producteurs (Indonésie, Malaisie) indiquent que cette catégorie de producteurs exploite 40% des palmeraies.

### Objectif

Cette exemption au bénéfice des petits exploitants de palme pourrait fragiliser la prohibition de cette huile à

<sup>1</sup> On trouve dans la directive ILUC de l'UE, la définition suivante des « petits exploitants » (*smallholders*) : agriculteurs indépendants qui exercent une activité agricole sur une exploitation d'une superficie inférieure à deux hectares. Ils détiennent des droits de propriété ou de bail (ou tout autre titre équivalent) qui leur confèrent le contrôle sur les terres. Ils ne doivent pas être employés par une société, à l'exception d'une coopérative dont ils sont membres avec d'autres petits exploitants, à condition qu'une telle coopérative ne soit pas contrôlée par un tiers.

risque déforestant en biodiesel sur le marché européen à horizon 2030. Elle pourrait mettre à mal la lutte contre la déforestation importée en Europe. Il était donc important de pouvoir outiller la filière oléo-protéagineuse sur le poids réel des petits exploitants en Asie du Sud-Est (SE).

### Méthodologie

Cette étude, réalisée en 2021 par LMC International, cabinet de conseil économique dédié au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, avec un financement CVO (Cotisations volontaires obligatoires) via le Fonds d'Actions Stratégique des Oléo-protéagineux (FASO), repose sur une revue de la bibliographie et des entretiens avec des opérateurs de la filière palme en Asie du Sud-Est.

### Résultats

Les petits exploitants occupent une place centrale dans la production de palme en Asie du Sud Est. Ils cultiveraient environ 40% des surfaces pour 30% environ de la production de régimes de palme de la région (en raison de rendements 40-50% inférieurs par rapport aux plantations commerciales). Mais une part importante de ces petits exploitants reste dépendante de plantations étatiques ou agroindustrielles à chaque maillon de la filière. Ce sont des petits exploitants intégrés de facto à une chaîne de valeur de grands opérateurs et de

plantations commerciales (qui possèdent quant à elle des unités de trituration) :

- Pour accéder aux intrants en amont : quelques acteurs concentrent la fourniture des intrants aux petits exploitants (pépinières, plantations commerciales...). Ils bénéficient souvent de subventions publiques (en particulier en Indonésie).
- Pour la production dans leurs plantations : ils assurent la culture de palmiers qui appartiennent à des plantations commerciales dont la production revient souvent à ces mêmes plantations.
- Pour transformer leurs productions dans les moulins : 2/3 des moulins en Asie du Sud Est sont adossés à une plantation commerciale.

Au final, seule une part résiduelle de la production de palme en Asie du Sud Est (4%) est le fait de petits exploitants indépendants acheminant leur palme dans un moulin indépendant (qui n'a pas de lien capitalistique avec une plantation de palme).

Cette chaîne de valeur indépendante de l'amont à l'aval ne vaut que pour l'huile de palme brute. Aucune huile

raffinée ne peut revendiquer une chaîne de valeur indépendante compte tenu de la mainmise de conglomerats industriels sur le raffinage en Asie du Sud-Est.

## Apports, limites et perspectives

Cette étude permet à la filière oléo-protéagineuse de mieux comprendre le rôle des petits exploitants dans la production de palme en Asie du Sud-Est et leurs interdépendances avec les plantations commerciales et conglomerats industriels. On observe que les petits exploitants indépendants ont un rôle moins important que le discours officiel des Etats producteurs de palme ne le laisse à penser. Ce travail permet ainsi à la filière de mieux appréhender les évolutions à venir de la réglementation CASI et le renforcement de la lutte contre la déforestation importée.

## Livrables

- Synthèse – La structuration de la filière palme : le rôle des petits exploitants

## Contacts **Abdoulaye Traoré**

Chargé de mission agroéconomie, Terres Univia  
[a.traore@terresunivia.fr](mailto:a.traore@terresunivia.fr)

## **Raphaëlle Girerd**

Responsable Fonds d'Innovation  
et Filières durables, SOFIPROTEOL  
[raphaelle.girerd@sofiproteol.com](mailto:raphaelle.girerd@sofiproteol.com)

« Point éco » est une publication régulière diffusée par Terres Univia, l'Interprofession des huiles et protéines végétales. Elle présente les résultats des études économiques commanditées par la Commission Structuration de filières, d'analyses économiques et de marchés pour le développement de la filière oléagineuse et des plantes riches en protéines. Ces études sont financées par les Cotisations Volontaires Obligatoires (CVO) destinées à financer le programme d'actions interprofessionnelles réalisées dans le cadre des activités de Terres Univia, de l'institut technique Terres Inovia et du Fonds d'Action Stratégique des Oléo-protéagineux (FASO) confié à Sofiprotéol en gestion.

Étude économique financée sur fonds CVO  
(financement Terres Univia et via Sofiprotéol pour FASO)

